

Echec scolaire

UN PHÉNOMÈNE INQUIÉTANT

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7426 – MERCREDI 26 OCTOBRE 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Investissement agricole

VERS LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES

Page 4

MÉMORANDUM D'ENTENTE ENTRE ALGER ET LE CAIRE

DAVANTAGE DE BUTANE POUR L'EGYPTE



Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a signé hier au Caire, avec le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, Tarek El-Molla, un mémorandum d'entente pour la coopération dans les domaines du gaz, du pétrole et des mines entre l'Algérie et l'Egypte, notamment l'augmentation des livraisons du gaz butane.

Page 3

LE SALON EDUCTECK S'EST OUVERT HIER À ALGER

Le numérique au service de l'apprentissage

Page 4

LUTTE CONTRE LES « MÉDICAMENTS CABAS »

Le SNAPO et l'APOCE soutiennent Aoun

Page 5

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

Henni appelle à protéger la ressource forestière

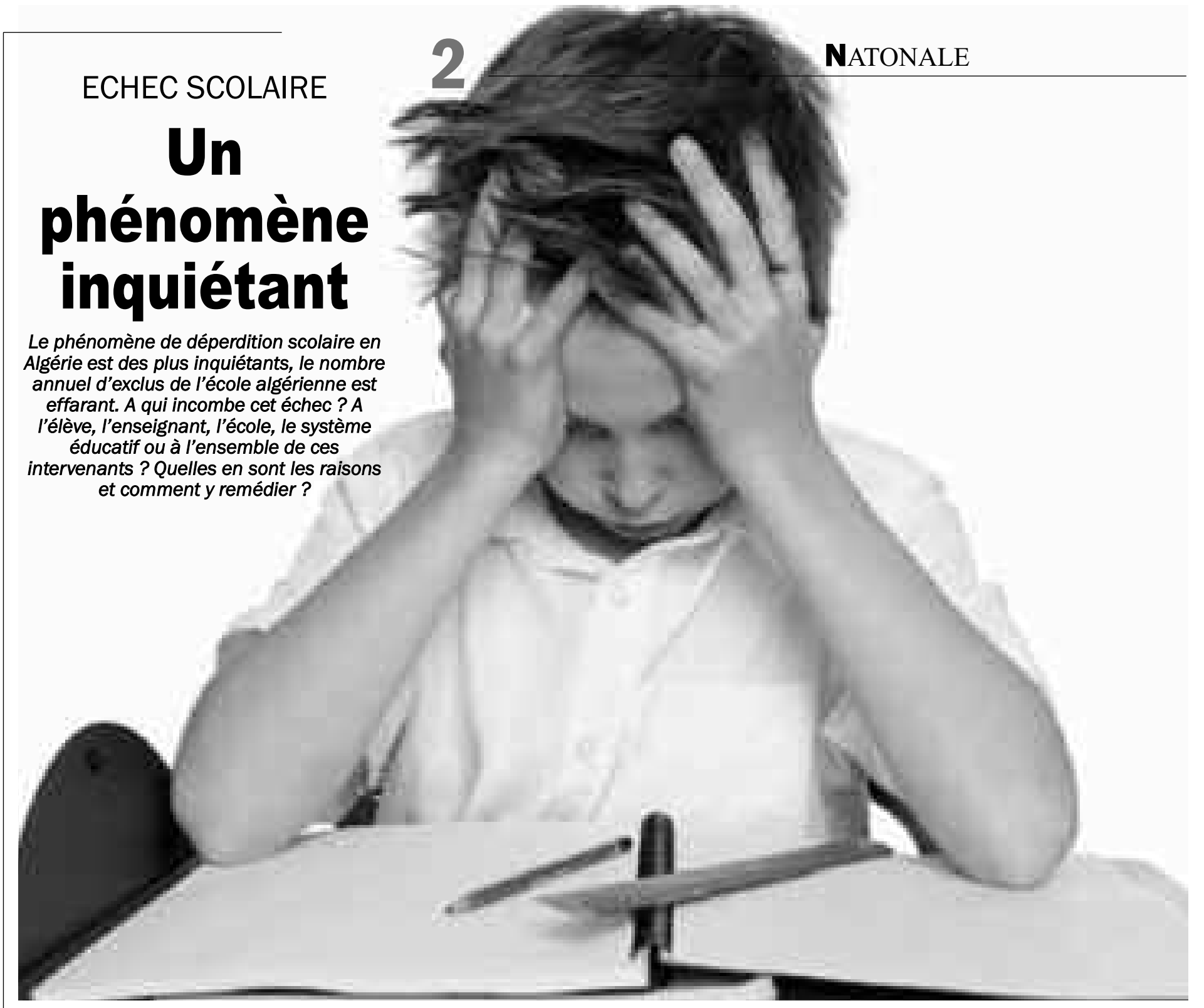
Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

ECHEC SCOLAIRE

Un phénomène inquiétant

Le phénomène de déperdition scolaire en Algérie est des plus inquiétants, le nombre annuel d'exclus de l'école algérienne est effarant. A qui incombe cet échec ? A l'élève, l'enseignant, l'école, le système éducatif ou à l'ensemble de ces intervenants ? Quelles en sont les raisons et comment y remédier ?



Autant de questions auxquelles il faudra trouver des réponses. L'échec scolaire en Algérie constitue, en effet, une problématique importante et fort préoccupante. Il est aujourd'hui au premier plan des préoccupations car les chiffres concernant les échecs scolaires sont alarmants. Les déperditions causées par les échecs scolaires sont très importantes en Algérie, causant la souffrance des parents, un complexe d'infériorité chez l'enfant et le désarroi du corps pédagogique

De nombreux élèves qui échouent à l'examen du BEM se retrouvent dans la rue puisque rares sont les options qui se présentent aux enfants exclus de l'école, à savoir s'inscrire dans une école privée, étudier par correspondance ou bien opter pour une formation professionnelle. Une situation qui impose de mettre en œuvre une stratégie de lutte contre ce phénomène.

Pour cela, le Conseil national des programmes scolaires continue de travailler afin de déterminer les failles qui causent la déperdition scolaire. Il s'apprête, en effet, à élaborer un fichier afin de définir les acquis scolaires des élèves du palier primaire dans toutes les matières, a annoncé le président du Conseil national des programmes scolaires auprès du ministère de l'Education nationale, Abdallah Loucif, lors d'une conférence régionale sur « les acquis des élèves du palier primaire de l'enseignement », regroupant 15 wilayas du pays et tenue à Constantine. Ces fichiers constitueront « le maillon perdu » entre les deux paliers du primaire et du moyen, et devront fournir une idée claire sur les acquis et les difficultés de chaque élève qui passe au palier moyen.

Pour M. Loucif, « cette mesure permettra de traiter pédagogiquement, dès le début de l'année scolaire, les insuffisances ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail du gouvernement concernant, notamment, la révision du système des examens scolaires. « L'objectif de ces rencontres, a-t-il ajouté, est d'établir « une synthèse des propositions issues des ateliers organisés au niveau des wilayas le 22 octobre courant par le personnel du secteur ».

M. Loucif a ajouté que les études réalisées chaque année par le ministère de tutelle ont montré « un taux élevé d'échec chez les élèves de première année moyenne en raison de l'absence d'une approche globale et claire des capacités des élèves qui passent du primaire au moyen », soulignant que l'examen des élèves dans toutes les matières à la fin du palier primaire, au lieu de seulement trois matières, permettra de diagnostiquer avec minutie les acquis de chaque élève et de les porter sur des fichiers de sorte à connaître ses performances et déterminer les insuffisances.

IL CONVIENT DE SOULIGNER QU'IL N'EST CONSIDÉRÉ COMME ÉTANT EN DÉPERDITION SCOLAIRE PAR LE MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE QUE L'ÉLÈVE QUI ABANDONNE L'ÉCOLE AVANT L'ÂGE DE 16 ANS

Il convient de souligner qu'il n'est considéré comme étant en déperdition scolaire par le ministère de l'Education nationale que l'élève qui abandonne l'école avant l'âge de 16 ans, étant donné que l'enseignement est obligatoire jusqu'à cet âge-là. Cela s'appuie sur la circulaire n°847 du 29 septembre, se basant sur la loi 08-04 du 23 janvier 2008 relative à l'orientation sur l'éducation nationale, et qui concrétise « le principe de l'égalité des chances» en matière d'enseignement. C'est ainsi qu'elle insiste sur la scolarisation obligatoire dès l'âge de six ans, et ce jusqu'à 16 ans. Aussi, les chiffres avancés par le département de l'Education nationale sont-ils ridiculement bas, passant de 0,11% au primaire à 2% au CEM. Ils seraient bien loin de la réalité du terrain.

LES RAISONS D'UN ÉCHEC

Le problème de l'abandon scolaire doit être une préoccupation majeure impliquant l'ensemble de la population et les pouvoirs publics pour minimiser les causes. Les organisations syndicales et les associations de parents d'élèves ont tiré la sonnette d'alarme depuis plusieurs années. « Malheureusement, pour le moment, rien n'est fait », a regretté Bachir Hakem, pédagogue et ancien enseignant de mathématiques. Contacté par le Jeune Indépendant, le syndicaliste déplore le fait que la politique intervienne au niveau de l'éducation car les décisions ne sont plus pédagogiques. « Des changements brusques et des décisions qui sont appliquées à la va-vite sans étude, comme c'est le cas de l'introduction de l'anglais cette année ou le passage du primaire de six ans à cinq ans, uniquement pour appliquer la réforme dictée par l'UNESCO et la terminer dans les temps », a souligné M. Hakem.

La deuxième raison, a cité le syndicaliste, est la réforme appliquée qui devait changer la méthode d'enseignement par le passage d'un enseignement par objectif à un enseignement par compétence, alors que celui-ci demande des classes d'au moins 20 élèves. Il a également évoqué le manque d'enseignants et leur recrutement sans formation adéquate.

M. Hakem a pointé du doigt les parents qui ne cessent d'intervenir au niveau de la pédagogie et se ruent vers les cours particuliers, ce qui a fait que les élèves ne s'intéressent plus au cours en classe mais préfèrent les cours particuliers, ne trouvant aucun intérêt à l'école. Parmi les solutions proposées, M. Hakem a cité la refondation de tout le système scolaire et a appelé à redonner l'autorité pédagogique à l'enseignant et à éloigner la politique de l'éducation. « Nous devons élaborer une réforme suivant notre situation et non pas suivant des théories importées », a-t-il recommandé. Il a également insisté sur l'importance de revoir le statut de l'enseignant, son salaire, redonner à l'école publique son dynamisme et surtout trouver des solutions aux cours particuliers qui, aujourd'hui, sont devenus un frein au développement de l'école. « Il faut trouver les moyens pour motiver les enseignants dans l'école et ''re-discipliner'' l'élève à l'école en le motivant », a-t-il estimé.

Selon lui, les cours particuliers sont l'une des causes de l'échec scolaire car, a-t-il dit, ils ont désintéressé l'élève de l'école, et l'enseignant fournit plus d'efforts dans les cours particuliers qu'à l'école. « Les mêmes élèves suivent des cours particuliers chez le même enseignant de l'école et cela veut tout dire, d'où l'échec scolaire », a-t-il conclu.

Lynda Louifi

ALGER ET LE CAIRE SIGNENT UN MÉMORANDUM D'ENTENTE

Davantage de gaz butane pour l'Egypte

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a signé hier au Caire, avec le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, Tarek El-Molla, un mémorandum d'entente pour la coopération dans les domaines du gaz, du pétrole et des mines entre l'Algérie et l'Egypte notamment l'augmentation des livraisons du gaz butane.

Le protocole d'accord prévoit un renforcement de la coopération dans la commercialisation des produits pétroliers, en particulier du butane, d'identifier les opportunités de coopération dans le domaine de la recherche, de l'exploration et de la production de gaz et de pétrole, et de coopérer à l'étude de la création d'une société mixte regroupant des sociétés spécialisées deux pays.

Le texte prévoit également la mise en œuvre d'études et de travaux d'ingénierie et la réalisation la gestion de projets dans les deux pays africains.

Les deux ministres ont par ailleurs évoqué la coopération dans le domaine de la conversion des voitures au gaz naturel (GPL). Il a été convenu de former un groupe de travail conjoint pour mettre en œuvre les activités de coopération mentionnées dans le protocole d'accord.

Il convient de rappeler que l'Algérie exporte en moyenne entre 750.000 et un million de mètres cubes de GNL vers l'Egypte annuellement.

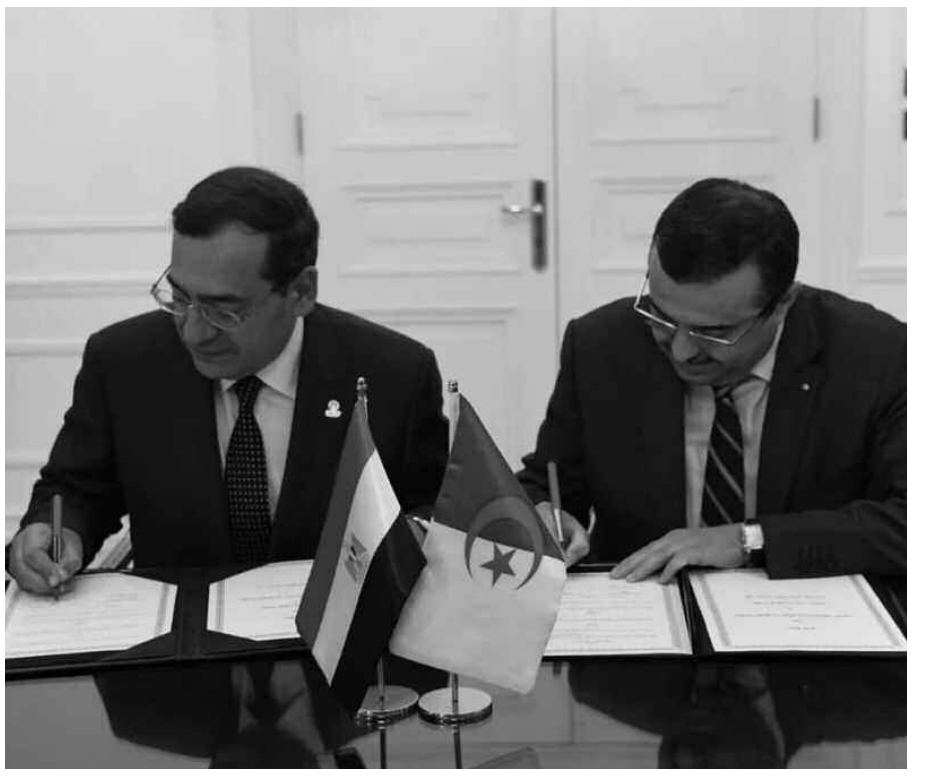
L'Egypte fait face actuellement à une hausse de la facture énergétique notamment du gaz servant à assurer l'approvisionnement des centrales électroniques, depuis la crise en Ukraine qui a aussi donné lieu à une forte inflation dans le pays. Grand consommateur de gaz butane, l'Egypte entend développer ce segment grâce aux récentes découvertes à la frontières avec Gaza.

En marde de l'accord, les deux ministres ont passé en revue, l'état de la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie et des mines et ont discuté des opportunités offertes pour son développement.

Ils ont également passé en revue les activités du groupe de travail bilatéral dans le domaine de l'énergie et des mines, mis en place par les deux ministres en juin 2022.

Les deux parties ont ciblé notamment les domaines prioritaires de coopération d'intérêt commun pour les deux pays.

Une feuille de route a été tracée pour l'identification de projets concrets à mettre en œuvre par les entreprises des deux pays notamment dans les domaines de la commercialisation des hydrocarbures notamment du GPL, l'amont pétrolier et gazier, les industries de transformations notamment la pétrochimie, les mines, les services pétroliers et gaziers, l'étude et l'engineering et l'hydrogène. M. Arkab, a souligné que l'Algérie a une coopération fructueuse avec l'Egypte sur laquelle elle s'efforce de s'appuyer et d'investir, soulignant les succès réalisés par les entreprises égyptiennes activant en Algérie, notamment Petrojet. Il a également indiqué qu'il existe des domaines de coopération qui peuvent être exploités, tels que les projets pétrochimiques. De son côté, Tarek El Molla a déclaré qu'il existe des domaines de coopération entre les deux pays qui peuvent être appliqués progressivement, et nous travaillons à les traduire en mesures exécutives, en particulier la pétrochimie, les engrais, les phosphates et le butane.



GAZ NATUREL, ÉNERGIE CLÉ DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

M. Arkab, a appelé, lors de sa participation à la 24ème réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) organisée au Caire, à donner au gaz naturel une place importante dans le développement durable et la transition énergétique.

M. Arkab, qui a participé à cette réunion accompagné de représentants de son département ministériel et de Sonatrach, a souligné l'importance de cette réunion pour formuler et proposer les meilleures solutions dont le monde a besoin pour sa sécurité énergétique à long terme et pour redonner au gaz naturel sa juste place en tant qu'énergie clé pour le développement durable et la transition énergétique.

Il a donné lors de cette réunion un aperçu des préparatifs en cours du 7ème Sommet des chefs d'Etats et de gouvernements du GECF, qui se tiendra à Alger en 2023.

La 24ème réunion ministérielle du GECF a vu la participation des ministres de l'Energie et des hauts fonctionnaires des Etats membres du GECF (Algérie, Bolivie, Égypte, Guinée équatoriale, Iran, Libye, Nigéria, Qatar, Russie, Trinité-et-Tobago et Venezuela), ainsi que des pays observateurs (Angola, Azerbaïdjan, Irak, Malaisie, Mozambique, Norvège, Pérou et Emirats arabes unis), indique-t-on dans le communiqué, ajoutant que le ministre chargé de l'Énergie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a assisté à la réunion en tant qu'invité, ainsi que des responsables de haut niveau des pays invités (Indonésie, Mauritanie et Sénégal). Il convient de noter que, le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, Tarek El Molla, a présidé cette réunion en sa qualité de président de la réunion ministérielle du GECF pour 2022. Le ministre égyptien a indiqué dans son mot d'ouverture que cette réunion "se tient à un moment critique où des efforts mondiaux sont déployés pour la réalisation du trilemme énergétique pour la sécurité, la durabilité et l'accessibilité".

Il a souligné que le gaz naturel en tant que source propre de l'énergie est considéré comme la solution idoine et équilibrée et continuera à jouer un rôle clé dans le futur mix énergétique.

En outre, ajoute la même source, la réunion ministérielle a souligné l'objectif du GECF de soutenir la souveraineté permanente de ses pays membres sur leurs ressources naturelles et leur capacité à planifier et à gérer de manière indépendante le développement, l'utilisation et la conservation durables, efficaces et respectueuses de l'environnement des ressources en gaz naturel au profit de leur peuple.

La réunion a exprimé son soutien aux pays africains dans leur lutte pour réduire la pauvreté énergétique et apporter la prospérité à leurs populations.

Il a également été réitéré l'importance de la coopération et de la coordination entre les pays membres et d'un dialogue véritable et renforcé entre les producteurs, les consommateurs et les autres parties prenantes concernées dans le but d'assurer la sécurité de la demande et la sécurité de l'approvisionnement, ainsi qu'un dialogue ouvert, des marchés du gaz transparents et non discriminatoires. La réunion a souligné que les marchés du gaz naturel connaissent des changements spectaculaires en termes de fonctionnement du marché, d'engagements contractuels et d'investissements, précisant qu' il a été constaté que si les hubs gaziers connaissent une volatilité extrême, les prix des contrats gaziers à long terme sont plus stables et prévisibles. Les participants ont également rappelé l' « énorme » niveau d'investissement nécessaire pour satisfaire la demande énergétique mondiale croissante et ont souligné l'importance des investissements en temps opportun pour la stabilité du marché, et l'impératif d'un flux sans entrave de ressources financières et d'un accès à la technologie de manière non discriminatoire. **Mohamed Mecelti**

SAHARA OCCIDENTAL

La responsabilité de l'ONU mise à l'épreuve

LE FRONT POLISARIO a affirmé que la relance de l'opération de paix au Sahara occidental demeurait tributaire de l'arrêt de violation du droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination. Cette déclaration a été faite ce lundi lors de la réunion du Bureau permanent du secrétariat général du Polisario sous la présidence du président sahraoui, Brahim Ghali, consacrée à l'examen des derniers développements de la situation au Sahara occidental. "La responsabilité des Nations Unies et du Conseil de sécurité vis-à-vis de la décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique est, plus que jamais, mise à l'épreuve", précise le communiqué ayant sanctionné la réunion, affirmant que "le peuple sahraoui poursuivra sa lutte légitime sous la conduite de son seul et unique représentant légitime, le Front Polisario, jusqu'au recouvrement de la souveraineté totale de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) sur l'ensemble de ses territoires".

Le Bureau permanent du Secrétariat national du Front Polisario a également salué la résistance des enfants du peuple sahraoui dans les régions occupées, notamment les civils emprisonnés dans les geôles de l'occupation, face aux autorités d'occupation et à leur machine de répression.

Le Front Polisario a en outre mis en avant les récents succès réalisés par la question sahraouie, dont l'établissement de relations diplomatiques entre le Sahara occidental et de nombreux pays et les positions fortes en faveur de la lutte du peuple sahraoui affichées lors de la visite d'Etat du président sahraoui en Afrique du Sud, la visite du Premier ministre en Irlande et celle du ministre de l'Intérieur en Mauritanie. Le Bureau permanent du Secrétariat national du Front Polisario s'est, par ailleurs, félicité du large soutien manifesté à la question sahraouie lors des travaux de la 77e Assemblée générale des Nations Unies et dans le cadre de sa quatrième commission, ainsi que de l'inscription de cette question au Conseil de sécurité.

Dans le même ordre d'idée, le membre du Secrétariat national du Front Polisario, chargé de l'Europe et de l'Union européenne (UE), Oubi Bouchraya Bachir avait indiqué récemment que l'Organisation des Nations unies doit opter pour une nouvelle approche pour la résolution du conflit au Sahara occidental qui doit être en phase avec les nouvelles exigences.

"La recette de l'ONU qui se base sur la gestion du conflit au détriment de sa résolution a échoué. Il en est pour preuve, la reprise de la guerre" entre le Maroc et le Front Polisario, a déclaré M. Oubi Bouchraya, au terme des travaux de préparation de la 46e conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), prévue à Berlin les 2 et 3 décembre.

Rappelant que les Sahraouis se sont toujours engagés pour faciliter la tâche aux Nations unies, le diplomate a indiqué qu'"il est désormais grand temps pour que l'ONU mette en place une nouvelle recette qui corresponde aux exigences de l'heure". **S.O. Brahim**

Page 04_Mise en page 1 26/10/2022 14:34 Page 1

LE SALON EDUCTECK S'EST OUVERT HIER À ALGER

METTRE LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'APPRENTISSAGE

Partiellement adopté, l'enseignement à distance s'est démocratisé avec la crise sanitaire engendrée par le coronavirus, qui a imposé un nouveau mode d'apprentissage partout dans le monde. L'Algérie n'a pas fait exception ; elle a mis les nouvelles technologies au service de l'enseignement. C'est dans ce contexte que se tient le premier Salon de l'éducation, des technologies de la connaissance «Educteck», qui s'est ouvert hier à Alger.



«Le numérique au service de l'apprentissage», c'est là le slogan du Salon Educteck, dans sa première édition, qui a vu la participation d'établissements, d'institutions et d'organismes régissant le secteur de l'éducation et de la formation ainsi que les différents fournisseurs de solutions, de matériel, d'outils et d'équipement qui facilitent l'accès à la connaissance. Le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil, lequel a inauguré avec le ministre délégué chargé des Start-up, Yacine Oualid, le Salon Educteck, hier à la Safex d'Alger, a signalé la nécessité d'asseoir une citoyenneté numérique à laquelle les autorités accordent un grand intérêt.

«La citoyenneté numérique est une priorité de la feuille de route de notre ministère», a affirmé le ministre, lequel a souligné la nécessité de réduire la «fracture numérique» et «l'analphabétisme numérique».

«Il est nécessaire de garantir un enseignement et une formation de qualité à travers l'utilisation rationnelle des technologies de l'information et de la communication», a-t-il précisé, affirmant que la diffusion de la citoyenneté numérique en Algérie est une nécessité qui devrait être traduite par des programmes et projets de qualité dans les milieux éducatifs, parallèlement aux initiatives de la société civile et des entreprises de l'information.

«Cela nous permettra l'utilisation des nouvelles technologies de manière rationnelle dans le cadre des règles et bases définies et ainsi garantir la protection de notre société de leurs effets négatifs en augmentation continue», a indiqué le ministre, soulignant l'importance de ce Salon. Il a en outre évoqué les efforts de l'Algérie dans la promotion des nouvelles technologies dans le domaine de l'enseignement notamment.

«L'Algérie n'a ménagé aucun effort en termes d'infrastructures de base et de formation de la ressource humaine pour mettre la numérisation au service de l'éducation et de la formation, mais aussi procéder à l'accélération de l'utilisation des techniques numériques pour faire face aux défis qu'ont imposés l'enseignement et la formation numérique», a expliqué M. Cherhabil, affirmant que la numérisation a permis, durant la crise sanitaire, de démocratiser la connaissance ainsi que de faciliter l'enseignement et l'apprentissage par la création des applications et plates-formes numériques qui permettent la visioconférence, facilitant l'accès à l'information d'une manière instantanée.

Pour sa part, Yacine Oualid a évoqué le contexte mondial dans lequel est organisée la première édition d'Educteck.

«Le marché mondial du e-learning dépasse les 350 milliards de dollars», a-t-il indiqué, s'interrogeant sur la place qu'occupe l'Algérie dans le développement de ce nouveau mode d'enseignement, qui a connu un grand développement durant la crise sanitaire, mais aussi sur nos capacités d'exporter des services du e-learning. Il a, dans ce sens, signalé l'augmentation des entreprises qui activent dans le e-learning. «On enregistre 20 start-up spécialisées dans le e-learning participant à ce Salon», a-t-il précisé, affirmant que cela démontre l'intérêt accordé à l'enseignement avec l'utilisation des nouvelles technologies.

Porte-parole et organisateur du Salon de l'éducation, Abdenour Drais a, quant à lui, souligné l'importance de ce Salon qui regroupe tous les acteurs du numérique et des nouvelles technologies avec ceux de l'enseignement, affirmant que la crise sanitaire, durant laquelle ce nouveau mode d'enseignement était imposé, est la raison principale qui a poussé les organisateurs à mettre sur pied Educteck.

Plusieurs panels abordant des thématiques relatives, entre autres, au digital school et aux défis technologiques seront animés par des experts durant les jours du Salon, qui prendra fin samedi.

Lilia Aït Akli

INVESTISSEMENT AGRICOLE

Vers la simplification des démarches

LES AUTORITÉS algériennes, déterminées à atteindre l'autosuffisance en produits agricole, ont décidé de «simplifier» les démarches administratives aux agriculteurs et «réduire» les délais de traitement des dossiers relatifs au développement de ce secteur stratégique. C'est ce qu'a annoncé hier le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni.

M. Henni a déclaré, lors d'une visite de travail dans la wilaya d'Ain Defla, qu'il y avait des délais qui ont été «imposés à toutes les administrations locales pour que les dossiers qui ont trait au développement du secteur agricole soient traités dans les 24h ou les 48h qui suivent», ajoutant que le cas échéant, le dossier remonte vers l'administration centrale et une réponse est donnée dans un délai maximal de 2 jours.

Quant au lancement de la campagne labour-semailles pour la saison 2022/2023 au niveau de la ferme pilote «Bensaha» dans la commune d'El Abadia, le ministre a voulu, à travers cette action, «montrer toute la disponibilité et tous les moyens qui ont été mis en place par l'Etat et par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui suit de plus près l'évolution du secteur de l'agriculture».

Le ministre a mis l'accent sur les objectifs et les priorités du secteur d'aller vers l'exploitation, au titre de la saison agricole de 2022/2023, d'une superficie de plus de trois millions d'hectares à l'échelle nationale essentiellement au profit de la filière céréalière, ainsi que d'atteindre un rendement de 30 quintaux par hectare.

Outre les lieux de stockage qui se trouvent au niveau des exploitations agricoles, le premier responsable du secteur a affirmé que «nous allons opter pour le stockage horizontal», indiquant que des solutions vont être trouvées pour relancer les projets gelés depuis 2018 concernant la réalisation des silos de stockage des céréales.

Concernant l'importation du matériel agricole de moins de 5 ans, le ministre a appelé les agriculteurs à «s'organiser» et «mutualiser» leurs demandes et leurs efforts pour qu'ils puissent «acquérir ce matériel à des prix acceptables», ajoutant que c'est à ce moment-là où l'Etat va «mobiliser ses ressources financières en terme de devise pour développer le secteur agricole».

Il a fait savoir que ce matériel agricole est essentiellement «orienté vers les wilayas du sud pour les grandes superficies de la production céréalières et des légumes secs», assurant que l'Office de Développement de l'Agriculture industrielle en terres Sahariennes (ODAS) a reçu, via sa plate-forme, 1180 demandes d'investissements.

Pour ce qui des prix des engrais, le ministre a affirmé que «le prix de l'Uré46 va rester inchangé par rapport au prix de l'an dernier, soulignant que la production nationale des autres engrais est d'environ 40%, dont le soutien de l'Etat est à 50% au lieu de 20 %, sur des prix de référence réels sur le marché».

M.Henni a tenu également à rassurer à l'occasion que les prix de l'aliment de bétail ne seront pas augmentés, rappelant que le soutien de l'Etat est «effectif sur le terrain». Il a noté à ce titre que des dispositions vont être prises dès la semaine prochaine pour «réguler» les prix de la viande rouge, essentiellement ovine, qu'il juge «totalement injustifiés», en vue, ajoute-t-il, d'avoir un point de vue «cohérent» en faisant appel aux professionnels de la filière.

L'hôte d'Ain Defla a tenu à rappeler qu'il y avait «l'intervention de l'Etat de 50%. L'orge est achetée à 3400 DA/quintal de la production locale, tandis qu'il est acquis à l'étranger à un prix avoisinant les 3800 DA pour le mettre à la disposition des éleveurs à 2000 DA le quintal, donc il y a l'effort de l'Etat», soulignant que cet «effort» doit se matérialiser absolument sur les prix de la viande rouge.

Par ailleurs, M. Henni a déclaré que la wilaya d'Ain Defla qui occupe la 2e place sur le territoire national en terme de production agricole, a atteint des performances «plus que satisfaisantes à tous points de vue», pour sa production polyvalente.

M. M.

Page 05_Mise en page 1 26/10/2022 14:35 Page 1

LUTTE CONTRE LES «MÉDICAMENTS CABAS»

LE SNAPO ET L'APOCE SOUTIENNENT AOUN

La lutte contre les «médicaments cabas» et la vente des produits pharmaceutiques en ligne est devenue impérative, afin de diminuer ce phénomène qui prend des proportions alarmantes. C'est une pratique nocive pour la santé publique. C'est ce qu'a déclaré avant-hier le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, lors d'une rencontre, organisée à Alger, portant sur l'approvisionnement en médicaments des établissements hospitaliers.



Lors d'une rencontre organisée, avant-hier à Alger, le ministre Ali Aoun a appelé à mener une lutte ferme contre les médicaments cabas et la vente des produits pharmaceutiques en ligne. Par ce terme, on désigne surtout un marché informel des médicaments, qui échappe à tout contrôle et commence à susciter de profondes inquiétudes auprès des pouvoirs publics et des citoyens.

«Les médicaments cabas» envahissent le marché, notamment une certaine variété de médicaments sous tension ou dont la disponibilité est aléatoire. Les produits se commercialisent dans les officines et notamment via les réseaux sociaux et les sites spécialisés du commerce en ligne. Ce phénomène, qui prend de l'ampleur d'année en année et nuit à la santé publique, a suscité l'appréhension des professionnels de la santé, représentés notamment par le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO).

Le président du SNAPO, Messaoud Belambri, a fait savoir que son syndicat a toujours dénoncé la présence des «produits cabas» sur le marché algérien. Un phénomène qui, selon lui, a pris de l'ampleur au cours de ces dernières années sous prétexte de la pénurie de médicaments ou leur rareté.

«Les gens qui s'adonnent à cette pratique illégale sont en dehors de la profession. Si on veut vraiment lutter contre les produits cabas et l'introduction illégale des produits pharmaceutiques sur le marché national, il faut améliorer la disponibilité, c'est-à-dire lutter, d'une manière forte, contre la pénurie des médicaments», a-t-il précisé.

Il a estimé que les «produits cabas» représentent un véritable danger pour la santé des citoyens, indiquant que «c'est une question de sécurité sanitaire étant donné que les produits, introduits de différentes manières et de différents pays, notamment de l'Orient, de l'Extrême Asie et de l'Europe, à travers les frontières, sont non-conformes. «Il peut y avoir des médicaments périmés», a expliqué encore le responsable.

Le SNAPO a dénoncé la vente en ligne, sur les pages web et les réseaux sociaux, des médicaments, introduits notamment de manière frauduleuse sur le territoire national. «Ce qui constitue un danger réel pour la santé de nos concitoyens car ce type de vente encourage l'introduction de produits prohibés, non autorisés ou contrefaits», a-t-il prévenu.

Il a ajouté que ces médicaments et autres produits pharmaceutiques vendus en ligne ou ramenés dans des cabas ne sont pas sûrs. Il peut s'agir de médicaments contrefaits où des substances toxiques sont utilisées.

Il a appelé à travailler en étroite collaboration avec les services de sécurité, notamment la police, la gendarmerie et les Douanes algériennes pour mettre fin à cette pratique illégale et dangereuse pour la santé du citoyen.

Le SNAPO dénonce toutes les pages et les points de vente détectés par les adhérents du SNAPO aux services de sécurité.

M. Belambri a salué l'initiative du ministère de l'Industrie pharmaceutique de faire preuve d'une volonté sincère pour éradiquer ce phénomène récurrent.

Selon le vice-président national du SNAPO, le Dr Karim Merghemi, la déclaration du ministre de l'Industrie pharmaceutique reflète la réalité amère du marché du médicament en Algérie.

«En tant que syndicat, nous avons toujours dénoncé l'introduction des produits pharmaceutiques dans des cabas», a-t-il déclaré.

Il s'est étalé sur les causes qui sont à l'origine de cette pratique illégale, à savoir la pénurie des médicaments et l'absence de contrôle des autorités compétentes, ajoutant que ces facteurs ont favorisé l'importation illégale des produits pharmaceutiques qui ne sont pas enregistrés en Algérie et ne sont pas contrôlés par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques.

Abondant dans le même sens, le Dr Merghemi a précisé que la nocivité de ces produits est énorme ; elle touche directement la santé publique.

Saluant les déclarations du ministre, Karim Merghemi a réitéré l'engagement du SNAPO à lutter contre ce fléau. Il a également fait savoir qu'un arsenal juridique est mis en place pour lutter contre l'importation illégale des produits pharmaceutiques, notamment la loi sur la santé dont les articles 241-242-422 évoquent les produits introduits contrefaits.

Le président de l'APOCE, M. Zebdi, a indiqué que la lutte à laquelle le ministre de l'Industrie pharmaceutique a appelé est bonne, efficace et inévitable, à condition de mettre à la disposition des malades algériens les médicaments dont ils ont besoin.

M. Zebdi a affirmé qu'actuellement, le marché des médicaments connaît des pénuries qui touchent même des produits de première nécessité, comme les anticancéreux. «Je suis en train de chercher pour un malade un produit utilisé dans la chimiothérapie et je n'arrive même pas à le trouver», a avoué M. Zebdi pour appuyer ses arguments.

Il a ajouté que cette lutte pourra s'installer dès lors qu'il y aura les médicaments dont les Algériens ont besoin. «Comment peut-on mener une lutte maintenant alors qu'il y a un manque flagrant de médicaments sur le marché ? C'est là une manière de condamner le malade», a-t-il conclu.

Samia Acher



HABITAT

Vers la distribution de 380 000 logements

LE SECTEUR de l'Habitat entend clôturer 2022 avec près de 380 000 unités de logement, toutes formules confondues, distribuées durant l'année à travers l'ensemble du territoire national, a affirmé hier à Alger le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi. Le ministre s'exprimait à la presse lors d'une visite à nombre de projets de logements location-vente dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger). Il a fait état, dans ce cadre, de la distribution de 70.000 unités de logement durant le premier semestre de l'année à travers plusieurs wilayas du pays, un quota auquel s'ajoutent 30.000 unités distribuées à l'occasion de la commémoration du 20 août, et 120.000 logements programmés durant le mois de novembre. «Des efforts sont fournis au niveau national pour parvenir à au moins 380.000 unités distribuées à fin 2022» a-t-il ajouté.S'agissant des logements de type location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du Logement (AADL), le ministre a précisé que durant le mois de novembre prochain, 29.700 unités seraient distribuées à travers les différentes wilayas du pays, avec la distribution de 37.000 attestations d'affectation.Avant fin novembre, près de 26.000 souscripteurs sur 46.000 ayant procédé à l'actualisation de leurs dossiers dans le cadre des recours et versé la première tranche de leur logement, pourront choisir les sites, pour pouvoir ensuite payer la deuxième tranche, selon les explications de M. Belaribi.Inspectant le projet de réalisation de 13.300 logements location-vente au niveau de la ville nouvelle de Sidi Abdallah, M. Belaribi a insisté sur «la mise en place d'une feuille de route pour livrer le maximum d'unités courant 2023». Le projet, réparti sur six (6) sites, a été lancé en juin 2021, a-t-il rappelé, soulignant que tous les obstacles entravant l'avancement des travaux avaient été levés. «Les engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'utilisation de matériaux de construction algériens sont appliqués sur le terrain», a affirmé le ministre qui a assuré que «les matériaux de construction utilisés dans la réalisation des logements AADL sont 100% algériens». Il s'est félicité, en outre, du taux d'avancement tant au niveau des logements que pour les travaux de VRD.D'après les explications présentées lors de la visite, les travaux ont été achevés au niveau de 5.680 unités sur 13.300 logements au titre de ce projet, le plus grand actuellement au niveau national pour l'Agence AADL. A ce propos, le ministre a enjoint aux responsables de l'agence et les maitres œuvre pour «accorder la priorité à ce projet sans abandonner les autres projets, d'où l'impératif d'arrêter un délai précis pour l'achèvement des travaux».

Hamid B.

«BOMBE SALE»

La Russie met en garde l'ONU

Moscou a alerté le secrétaire général de l'ONU quant au possible recours par Kiev à une «bombe sale». La Russie émet également l'hypothèse d'un «soutien» des Occidentaux sur son utilisation. L'OTAN juge que la Russie cherche un faux «prétexte».

Ce 25 octobre, deux jours après que le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou s'est entretenu avec ses homologues américain, français, britannique et turc sur la présumée volonté des autorités ukrainiennes d'utiliser une «bombe sale», Moscou a alerté le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres qu'un tel scénario constituerait «un acte de terrorisme nucléaire». Par l'intermédiaire d'une lettre du représentant russe permanent à l'ONU Vassili Nebenzia, citée par Ria Novosti, la Russie a stipulé que cette provocation présumée – niée par Kiev – pourrait être «menée avec le soutien des pays occidentaux», d'après des informations du ministère russe de la Défense. Moscou a toutefois appelé les chancelleries européennes et américaines à tempérer les positions du pouvoir ukrainien pour qu'il renonce à utiliser une «bombe sale». Toujours selon la lettre du représentant russe, Moscou «appelle également le secrétaire général de l'ONU à faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher la mise en œuvre de ce crime odieux». La lettre précise par ailleurs une nouvelle fois que la Russie n'a pas l'intention d'utiliser des armes nucléaires en Ukraine. «Ni les autorités de notre pays ni le ministère de la Défense n'ont parlé de la possibilité d'utiliser de telles armes», insiste Vassili Nebenzia. Compte tenu des inquiétudes russes et à la demande des autorités ukrainiennes, l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) prévoit d'inspecter deux sites nucléaires en Ukraine, jugés suspects par Moscou, afin de faire la lumière sur d'éventuelles activités et matières nucléaires non déclarées. Le



terme «bombe sale» renvoie généralement à un type de bombe constituée d'explosifs conventionnels entourés de matériaux radioactifs destinés à être disséminés lors de l'explosion. Des versions qui divergent De son côté, l'OTAN a prévenu le 24 octobre la Russie qu'elle ne devait pas utiliser le «prétexte» de cette présumée «bombe sale» pour créer une «escalade» dans le conflit en Ukraine. «Les Alliés de l'OTAN rejettent cette allégation. La Russie ne doit pas utiliser cela comme un prétexte à une escalade», a tweeté dans la soirée du 24 octobre le patron de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, après s'être entretenu avec le chef du Pentagone Lloyd Austin et le ministre britannique de la Défense Ben Wallace. Paris, Londres et Washington avaient auparavant fustigé ensemble le 24 octobre des déclarations «fausses» de Moscou. «Personne ne serait dupe d'une tentative d'utiliser cette allégation comme prétexte à une escalade», précisaient ces pays dans un communiqué conjoint cité par l'AFP. Le président ukrainien Volodymr Zelensky a pour sa part évoqué les accusations russes lors de son allocution quotidienne le 24 octobre, dénonçant les «diverses idioties sur l'Ukraine» proférées par Moscou. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a assuré le même jour qu'il y avait «de sérieux soupçons indiquant que de telles choses puissent être planifiées». Moscou met en garde contre l'usage d'une «bombe sale» par Kiev «Bien sûr, nous voyons la réaction des médias occidentaux. Elle ne nous surprend pas. Elle va dans le sens d'un soutien inconsidéré à son protégé Zelensky, lui fournissant son indulgence pour toute action russophobe, non seulement en paroles, mais dans le bombardement de cibles civiles, de populations civiles», a ajouté le chef de la diplomatie russe lors d'une conférence de presse à Moscou. Kiev dénonce l'usage de drones, que démentent Moscou et Téhéran Autre volet de la lutte des narratifs autour de l'armement utilisé sur le champ de bataille en Ukraine, Kiev accuse Moscou d'avoir recours à des drones-suicides de fabrication iranienne, ce que démentent Moscou et Téhéran. Le président ukrainien a ainsi assuré le 24 octobre que la Russie avait commandé «environ 2 000 drones Shahed iraniens» pour appuyer sa campagne de bombardements en Ukraine. Une information catégoriquement démentie par la diplomatie iranienne, dont le chef Hossein Amir-Abdollahian a affirmé le même jour : «Nous n'avons fourni à la Russie ni armes ni drones à utiliser dans la guerre contre l'Ukraine.» De son côté, le Kremlin avait assuré ce 18 octobre ne «pas avoir d'information» sur les accusations d'utilisation par son armée de drones de fabrication iranienne en Ukraine. Interrogé sur le sujet en conférence de presse, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov avait répondu : «De la technologie russe est utilisée, avec des noms russes.

R. I.

UKRAINE

Biden écarte l'appel de l'aile gauche démocrate à privilégier la diplomatie

LE COURANT progressiste des démocrates a demandé au président américain d'accroître les efforts diplomatiques pour trouver une issue rapide au conflit ukrainien. L'exécutif a fait savoir qu'il n'en ferait rien sans l'assentiment de Kiev. Des élus de l'aile gauche du Parti démocrate américain ont demandé, dans une lettre adressée le 24 octobre au président Joe Biden, qui a débloqué près de 30 milliards de dollars d'aide militaire à l'Ukraine face à l'offensive russe, de démultiplier les efforts diplomatiques et d'engager des pourparlers directs avec Moscou afin de parvenir à une sortie du conflit, entamé depuis huit mois. C'est la première fois qu'un tel appel émane du propre parti du président. Parmi les signataires figurent Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar et Pramila Jayapal, figures de la frange la plus progressiste du parti. «Un nouvel accord de sécurité européen acceptable pour toutes les parties» «Nous vous appelons à accompagner le soutien économique et militaire que les Etats-Unis ont fourni à l'Ukraine d'une impulsion diplomatique proactive, et à redoubler d'efforts pour chercher un cadre réaliste pour un cessez-le-feu», écrivent les élus dans leur missive, en se positionnant clairement contre l'intervention russe, qu'ils dénoncent comme une «invasion illégale et scandaleuse» de l'Ukraine. «En tant que législateurs responsables de la manière dont sont dépensés des dizaines de milliards de dollars du contribuable américain en assistance militaire dans le conflit, nous pensons qu'une telle implication dans cette guerre crée également la responsabilité pour les Etats-Unis de sérieusement explorer toutes les voies possibles», poursuivent-ils. Inquiets de voir le conflit dégénérer et de le voir emprunter le chemin d'une «escalade catastrophique», ils évoquent aussi les conséquences mondiales de l'affrontement entre Kiev et Moscou, qu'il s'agisse de la crise alimentaire ou de l'explosion des prix de l'énergie. «Le conflit menace [...] des dizaines de millions de personnes à travers le monde», alertent-ils. Par conséquent, les élus démocrates ont appelé Joe Biden à «déployer de vigoureux efforts diplomatiques en soutien à un règlement négocié et à un cessez-le-feu, à engager des pourparlers directs avec la Russie [et] à explorer les perspectives pour un nouvel accord de sécurité européen acceptable pour toutes les parties». Washington veut que Kiev participe à toute éventuelle négociation en position de force Interrogé sur le courrier, le porte-parole du département d'Etat, Ned Price, a affirmé que «personne ne veut voir cette guerre se terminer plus que nos homologues ukrainiens», tout en renvoyant à Moscou la responsabilité d'entamer des discussions. «Nous ne savons pas quand cela se produira [...], parce que nous n'avons vu aucune indication de la part des Russes disant qu'ils sont prêts à s'engager dans cette diplomatie et ce dialogue», a-t-il ajouté. «Nous fournissons à nos partenaires ukrainiens ce dont ils ont besoin sur le champ de bataille pour que, lorsqu'une table de négociations fera son apparition, ils soient dans la position la plus forte possible», a-t-il développé. La porte-parole de la Maison Blanche Karine Jean-Pierre a quant à elle été droit au but, indiquant que l'exécutif avait été «très clair» et s'en tenait à son mot d'ordre «Rien sur l'Ukraine sans l'Ukraine». Un point confirmé par le porte-parole du Conseil national de sécurité, John Kirby, selon qui les Ukrainiens devront faire partie de toute négociation future. «Nous n'allons pas avoir de discussions avec les dirigeants russes sans que les Ukrainiens soient représentés», a-t-il justifié. Selon le porte-parole, le président ukrainien Volodymyr Zelensky «a le droit de déterminer - parce que c'est son pays - à quoi ressemble le succès et quand négocier». Le souhait de respecter les volontés de Kiev n'est d'ailleurs pas contesté par les auteurs de la lettre mais ces derniers invitent Joe Biden à prendre du recul sur sa stratégie et à considérer l'ensemble des répercussions du conflit. Ils rappellent d'ailleurs que le président ukrainien lui-même avait affirmé à plusieurs reprises que seule la voie diplomatique permettrait de sortir de la crise, avant de durcir ses positions au cours de l'été et de signer un décret début octobre officialisant l'impossibilité de tenir des pourparlers avec le président russe Vladimir Poutine. Ce dernier avait réaffirmé, mi-octobre, que la Russie avait ouvert la porte à des discussions, mais que Kiev avait perdu toute «envie de négocier». Depuis le début du conflit, l'administration de Joe Biden a déversé selon le Kiel Institute 50 milliards de dollars d'aide militaire, humanitaire et financière sur l'Ukraine, avec l'accord des deux partis au Congrès, bien qu'une partie de l'aide droite des républicains ait aussi protesté. Un influent élu républicain a récemment prévenu que son parti ne signerait pas de «chèque en blanc» à l'Ukraine s'il remporte, comme les sondages le prédisent, la majorité des sièges de la Chambre des représentants aux élections de mi-mandat, prévues le 8 novembre.

R. I.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE À CONSTANTINE

Nouvelles plantations pour récupérer les superficies incendiées

Dans le but de régénération la forêt de Mestaoua et récupérer les surfaces ravagées par les incendies, une vaste opération de plantation de 5.000 plants de pin pignon, a été réalisée hier à Djebal Ouahch dans la wilaya Constantine, sur les hauteurs du chef-lieu de wilaya.



Initiée par la conservation des forêts, l'opération dont le coup d'envoi a été donné par le wali Abdelkhalek Sayouda, accompagné des autorités civiles et militaires, s'inscrit dans le cadre des festivités marquant la célébration de la journée nationale de l'arbre (25 octobre de chaque année), a fait savoir célébration de la journée nationale de l'arbre le chargé de l'information et de la communication à la conservation des forêts, Ali Zegrour.

Le chef de l'exécutif local a insisté à l'occasion sur la nécessité de l'aménagement des espaces à travers l'ensemble des forêts de la wilaya, dans le but d'assurer une présence régulière des agents de la conservation des forêts et de la protection civile tout en contribuant à lutter contre les incendies pouvant être enregistrés dès leur départ et à préserver le patrimoine forestier local.

L'opération de plantation, s'inscrit également dans le cadre de la nouvelle campagne de la saison 2022-2023, portant la mise en terre de diverses espèces d'arbustes dans différents sites forestiers, endommagés par des incendies, et ce conformément aux instructions du ministère de tutelle ayant pour objectif le renforcement du patrimoine forestier, à l'échelle locale, a expliqué M, Zegrour.

Des éléments de l'armée nationale populaire (ANP) et d'autres corps sécuritaires, des services des directions de l'environnement, des services agricoles et de la protection civile, des collectivités locales, des partenaires et des associations versées dans ce domaine ont pris part à cette opération, a-t-il encore ajouté, dans ce même contexte. Devant se poursuivra jusqu'au 30 du mois en cours à l'initiative de la conservation des forêts, le programme de la célébration de cette journée portera d'autre part sur l'organisation d'actions de sensibilisation où des conférences pédagogiques consacrées à l'importance de l'arbre et de la forêt, sont prévues à l'intention des élèves des écoles primaires Amar Dahchar implantée à la irconscription administrative Ali Mendjeli et Ahmed Hamani dans la commune d'Ain Smara. Outre la plantation d'arbustes, des opérations de sensibilisation ayant pour but d'inculquer l'esprit de l'éducation environnemental chez les citoyens, sont prévues à travers des sites d'habitation en l'occurrence la cité des 500 logements Abdelhak Benhamouda et l'unité de voisinage (UV) 10 relevant de la circonscription administrative Ali Mendjeli, a-t-on révélé, rappelant que des actions similaires, ont été organisées le début de cette semaine, au titre d'un plan d'actions, élaboré par l'association de wilaya de la protection de la nature et de l'environnement (APNE)

Il est à signaler qu'une vingtaine de kilomètres de pistes forestières ont fait l'objet d'opérations d'aménagement au titre de la saison 2021-2022, ciblant les communes de Constantine, Ain Smara, Ibn Badis et Ibn Ziad, dans le cadre des mesures préventives contre les feux de forêts.

R.R

TINDOUF

Formation sur l'extraction de l'huile d'argan

LA CHAMBRE locale de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Tindouf a organisé une formation sur l'extraction de l'huile d'argan. Trente artisans ont bénéficié de cette session, a fait savoir la directrice de la CAM, Fatma Tourki.

Troisième du genre organisé par la CAM, ce cycle de formation ayant regroupé des artisans issus des wilayas de Tindouf, Adrar, Bechar et M'sila, s'est articulé autour des thèmes théoriques et pratiques, a précisé la directrice. L'organisation de cette session de cinq jours entre le 20-24 octobre, intervient en application des directives des pouvoirs publics, visant au développement de la filière de l'arganier, a-t-elle ajouté.

Encadrée par des éléments de la Conservation locale des forêts, cette formation a permis aux participants, dont la plupart étaient des jeunes, d'avoir une idée sur les premières étapes de l'extraction de l'huile de l'arganier, consistant notamment à collecter les fruits sur les arbres, et ce lors d'une visite dans les régions de peuplements de l'arganier, alors que le volet théorique, comprenant les techniques de fabrication de l'huile produite à partir des noyaux du fruit de l'arganier.

Des participants ont mis en avant l'importance de cette initiative offrant une opportunité aux apprenants pour bénéficier d'un métier leur permettant de se lancer dans le domaine de l'extraction de l'huile d'argan, utilisée dans la fabrication de plusieurs produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques.

Une démarche de développement durable de l'arganiculture a été mise en place dans la wilaya de Tindouf qui dispose d'une importante arganeraie naturelle, répartie notamment sur le territoire des régions de Oued El-Ma, Targante et Touiref-Bouam, a-t-on signalé à la CAM. **R.R**

M'SILA

Création prochaine de huit pépinières

DANS le cadre de la réhabilitation du barrage vert, huit pépinières d'arbustes seront créées à M'sila, ont fait savoir, hier les services de la wilaya.

Ces pépinières d'une superficie de 36 hectares seront créées dans le cadre de l'appui à l'investissement dans l'espace du barrage vert qui concerne 36 communes de la wilaya de M'sila, a déclaré, le chef de l'exécutif local Abdelkader Djellaoui, en marge d'une campagne de reboisement à la rentrée sud de la commune de Sidi Aissa et ce dans le cadre de la célébration de la journée nationale de l'arbre (25 octobre).

Le même responsable, a précisé que ces pépinières seront exclusivement créées pour répondre aux besoins de la wilaya en matière d'arbustes.

M. Djellaoui, a toutefois souligné l'importance de ces pépinières pour le périmètre du barrage vert car elles contribuent à doter le marché de wilaya en arbustes, à promouvoir cette activité dans la wilaya et à créer des postes d'emploi au profit des jeunes des communes qui abriteront ces pépinières. Une production de plus de 40.000 plants sera concrétisée après la mise en service de ces pépinières, a expliqué de son côté un cadre de la conservation des forêts de la wilaya. Le wali, a également rappelé qu'un total de vingt-huit sites du barrage vert à travers la wilaya de M'sila sera réservé à l'investissement touristique et agro-pastoral, et ce dans le cadre de l'aménagement et la réhabilitation de ce barrage, expliquant que ces 28 sites sont repartis sur 36 communes de la wilaya composant l'assiette d'intervention au barrage vert. Une étude relative aux phases de réhabilitation du barrage vert sur dix ans (2020-2030) a été finalisée récemment par le bureau national d'études pour le développement rural (Bneder) et concerne 36 communes situées à proximité du barrage vert, a relevé, M. Djellaoui, soulignant que les opérations de réhabilitation permettront d'offrir un plan de charge aux entreprises agréées par le secteur des forêts. **R. R.**

A L'OCCASION DU SOMMET PRÉVU LES 1ER ET 2 NOVEMBRE

Des reproductions des monuments de capitales arabes exposées à Alger

Des reproductions de monuments célèbres symbolisant les capitales et les villes des pays arabes ornent la grande place près de Djamâa El-Djazaïr, un aménagement réalisé dans le cadre d'une grande opération d'embellissement initiée par la wilaya d'Alger, à l'occasion du Sommet arabe prévu les 1 et 2 novembre dans la capitale.

Réalisés par de jeunes plasticiens et sculpteurs algériens chapeautés par l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, 22 monuments célèbres et symboliques des différents pays arabes ont été disposés dans cette place dont des reproductions des principaux monuments des capitales de la Palestine, de la Tunisie, de la Libye, du Koweït, du Qatar, de l'Egypte et de la Jordanie, entre autres.

Une reproduction du Dôme du Rocher, mosquée emblématique érigée à proximité de la mosquée d'Al-Aqsa à El Qods occupée, fait face à Djamâa El-Djazaïr tout en étant visible depuis l'un des principaux axes routiers de la capitale.

La Tour de l'horloge de Tunis, le célèbre site archéologique de Petra en Jordanie , les



Tours de Koweït ou encore une reproduction de la grande pyramide d'Egypte et de la mosquée El Hamoudi de Djibouti, figurent parmi ces œuvres exposées.

Une reproduction du Mémorial du martyr (Maqam Echahid), symbole de l'Algérie qui abrite ce 31e Sommet, a également été érigé sur cette place ornée des emblèmes nationaux de chacun des pays arabes.

L'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger a fait appel à de nombreux plasticiens et étudiants en art pour réaliser ces sculptures avec l'objectif «d'apporter une esthétique thématique et de rapprocher le citoyen de cet événement majeur», indique Nazim Hammadi, directeur de l'établissement.

Outre l'aménagement de cette place, l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger a également élaboré un programme d'accompagnement culturel du Sommet arabe qui coïncide avec la célébration du 68e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Les journées cinématographiques internationales du court métrage à Sétif

LES JOURNÉES cinématographiques internationales du court métrage de Sétif se dérouleront du 27 au 30 octobre sous le slogan «Un film pour demain», a-t-on appris lundi de l'Office de la culture et tourisme de la commune du chef-lieu de wilaya, initiateur de cette manifestation.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'Office, Khaled Mehnaoui a précisé que le programme de ces journées comprend la projection de courts métrages algériens et étrangers pour la première fois en Algérie, ainsi que des longs métrages de production algérienne ayant participé aux festivals cinématographiques à l'étranger.

L'organisation de cette manifestation artistique «s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant la promotion de la culture cinématographique en Algérie à travers la production, la projection et l'échange d'expériences dans le domaine du cinéma», a indiqué la même source.

Ces journées seront une opportunité pour le public, notamment les cinéphiles pour découvrir des films qui reflètent des expériences culturelles, créer des liens de communication culturelle, artistique, humaine et ouvrir les voies pour des échanges cinématographiques entre l'Algérie et d'autres pays, selon la même source.

Un jury composé d'artistes et de réalisateurs algériens évaluera les films qui figurent au programme pour décerner le prix «Essounboula Edahabia» au meilleur court métrage en plus de trois autres prix et un prix du jury, a précisé le directeur de l'office de la culture et du tourisme.

Des activités diverses seront également organisées en marge de cette manifestation culturelle, dont des séances-débat et des ateliers professionnels, a-t-on appris de même source.

UNE COMÉDIE SUR FOND DE GARDE CONTRE L'ADDICTION AUX RÉSEAUX SOCIAUX

«Androuina», un mime burlesque présenté à Alger

LA PIÈCE DE THÉÂTRE «Androuina», un mime burlesque sur fond de mise en garde contre les dangers de l'addiction à l'utilisation démesurée des réseaux sociaux, par les enfants notamment, a été présenté lundi soir à Alger, devant un public relativement nombreux.

Conçu et mis en scène par Mohamed Djahid Dine El Henani, ce spectacle comique dans lequel l'absence de dialogues est substituée par la force des différentes scènes et le jeu précis des comédiens, tire judicieusement son intitulé de la combinaison des vocables, «androïde» (système d'exploitation mobile) et «rouina» (dans le dialecte algérien, mélange hétérogène anarchique).

D'une durée de 65 mn, le spectacle met en situation un bébé dans sa combinaison, entouré de ses accessoires, qui sort de son berceau car il n'est consolé qu'au contact apaisant d'un téléphone androïde qu'il réclame avec insistance par des éclats de sanglots répétés et des cris stridents augmentant en intensité.

Ayant obtenu ce qu'il voulait, le bébé, campé par Antar Zaidi, se met en retrait sur le côté de la scène et s'expose dangereusement à une série de vidéos et d'images qui agressent son imaginaire puéril, que le metteur en scène va présenter au public.

Dans un jardin public, microcosme de la société, le bébé va passer en revue toutes sortes de manquements au civisme, commis par des adultes sensés pourtant donner l'exemple, dans un spectacle empreint par une interprétation grotesque des personnages, vivant dans le tourment et en perpétuels déplacements.

Portant les mêmes accoutrements bariolés, et maquillés à la manière clownesque, Abdelatif Ferhat,Chahinez Derbal, les jumeaux, Noureddine Kahil et Zakaria Maameri, Hana Chabi, Younes Djouani, Amina Aberkane et Boubekeur Boudjemâa, ont su porter la trame du spectacle, par le mouvement, la gestuelle et l'expression du visage, occupant tous les espaces de la scène, dans un spectacle qui s'écoute avec les yeux.

«Le bébé représenterait tous ces individus, adultes furent-ils, abrutis par tous ces contenus incontrôlés qu'ils reçoivent en grandes quantités et de manière ininterrompue, de ces réseaux sociaux qui hante nos vies, un véritable fléau qui transforme tout utilisateur non averti en «sujet», explique le comédien Antar Zaidi.

La bande son, signée Abdelkrim Khomri et la scénographie, œuvre de Souhil Boukhedra, ont été de véritables éléments dramaturgiques qui ont aidé efficacement à créer les atmosphères adéquates aux différentes situations, animées par des événements en éternels rebondissements.

Basé sur le «travail biomécanique» intensifié des comédiens, le spectacle se serait suffit à être rendu sans texte, si l'éclairage n'avait cependant, pas fait défaut par moments, laissant des comédiens dans le noir, alors qu'ils étaient en plein exécution de leurs rôles.

Très applaudi par le public et programmé pour une représentation unique, dans le cadre du programme commémorant le 68e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, le spectacle «Androuina» est produit par le Théâtre régional d'Oum El Bouaghi.

UNE PRODUCTION DU THÉÂTRE RÉGIONAL ABDELKADER-ALLOULA D'ORAN

Le spectacle de rue «Otello le jaloux» présenté à Alger

OTELLO LE JALOUX», un spectacle de rue qui met en garde contre les méfaits de l'excès de jalousie dans un couple, a été présenté lundi à Alger, devant un public relativement nombreux.

Mis en scène par Samir Bouanani sur une adaptation personnelle de la célèbre pièce théâtrale «Otello», du dramaturge anglais William Shakespeare (1564-1616), le spectacle a été présenté sur la place publique Mohamed Touri, devant le théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA).

Produit par le Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran (TRO), «Otello le jaloux», a brillamment été servi par Youcef Benzahra (Otello, général vénitien), Bouchra Gourad (Desdemona, épouse d'Otello), Mohamed Amine Fouatih (Iago, enseigne d'Otello), Nerdjes Benamara (Emilia, épouse de Lago et dame de compagnie de Desdemona), Imad Brahimi (bouffon au service d'Othello) et Mohamed Amine Hadj (El Goual), tous issus du TRO.

Durant une vingtaine de minutes, le spectacle a d'abord été publiquement annoncé dans l'éclat et la magnificence par El Goual, Mohamed Amine Hadj, s'adressant ouvertement, durant une vingtaine de minutes, bendir à la main, aux passants après avoir traversé la place Mohamed-Touri pour se diriger à la place des Martyrs.

Suivi par ses partenaires également aux percussions, El Goual présentait la troupe aux gens avec une voix puissantes aux ondes porteuses, les invitant à le suivre pour se rassembler sur la place Mohamed-Touri près du TNA.

Ce rituel faisant fonction de prélude «est primordial dans ce registre théâtral car il permet aux comédiens de s'entourer de leur propre public qu'ils auront eux-mêmes fait venir», a expliqué le directeur du TRO, Mourad Senouci, présent au spectacle.

Projeté sur la tradition algérienne avec tout l'héritage ancestral en us et coutumes que ce choix conceptuel de Samir Bouanani aura suscité, «Otello le jaloux» met le doigt, 35 mn durant, sur le drame familial et désastre social que pourrait engendrer la jalousie aveugle, résultat d'un manque de confiance démesuré.

Suite à un stratagème monté par Lago qui, par traîtrise, a menti à son maître, en lui révélant l'infidélité de sa femme Desdemona, Otello va tuer son épouse, avant de se rendre compte qu'il venait d'être manipulé.

Conduisant le spectacle dans une ambiance folklorique et populaire, les comédiens, vêtus de costumes de circonstance, ont chanté, dansé et fait participer le public qui a vite adhéré au spectacle, présenté dans des formes, parfois comiques, oubliant même qu'originellement «Otello» est une tragédie.

A l'issue du spectacle, le public a longuement applaudi les comédiens qui, dès le départ, ont su poser leur spectacle dans la rue, de manière professionnelle et convaincante.

Inscrit dans une programmation qui s'étend jusqu'au 4 novembre, organisée par le TNA à l'occasion des 68e célébrations du déclenchement de la guerre de libération nationale, le spectacle de rue «Otello le jaloux» est reconduit mardi et mercredi au même endroit et aux mêmes horaires.

COUPE DU MONDE AU QATAR : DES SUPPORTERS INVITÉS TOUS FRAIS PAYÉS POUR METTRE L'AMBIANCE

À MOINS d'un mois du début de la Coupe du monde de football au Qatar, les autorités du pays hôte mettent l'accent sur l'accueil des supporters et sur le taux de remplissage dans les stades. Soigner l'image du pays est une de leurs priorités. Avion, hôtel, tickets... le Qatar est prêt à tout en invitant des supporters tous frais payés. Heureux élus ou ambassadeurs pour le Qatar ? Pas moins de 1000 supporters de tous pays qualifiés vont être invités gratuitement pour la Coupe du monde de football au Qatar (20 novembre au 18 décembre). Une poignée de supporters Français vont bénéficier de cette offre. Ils se joindront aux 3000 Français qui ont prévu de se déplacer pour l'occasion. Une invitation difficile à refuser puisque les fans pourront bénéficier d'un déplacement «all inclusive», c'est à dire billet d'avion, hébergement ou encore tickets pour les matches de football. Une stratégie marketing pour le Qatar qui entend se servir de cette compétition comme une vitrine sur la scène internationale. La majorité de ces supporters ont été directement contactés sur les réseaux sociaux. Parmi les critères requis par le Qatar, notamment être influent sur certaines plateformes comme Instagram ou encore Twitter. Ces «Fans Leaders» auront aussi pour mission de rassembler les autres supporters de leurs nations respectives. L'objectif est de créer un «effet de groupe» et d'émulsion entre supporters pour garantir une ambiance dans les stades. Avec ces invitations, le Qatar espère que les supporters partageront des clichés traduisant une «ambiance festive» et une impression de «ferveur» dans les stades.

TENNIS : NADAL SUR LE DÉCLIN, ALCARAZ EN PROFITE DÉJÀ

À 36 ANS, Rafael Nadal commence à décliner. L'Espagnol est notamment ennuyé de plus en plus par des pépins physiques qui l'empêchent de performer correctement lors des tournois importants. Rafa ne sera d'ailleurs pas de la partie pour la Coupe Davis. Le capitaine de l'Espagne n'a pas manqué de justifier ce choix. Auteur d'un début de saison absolument sensationnel, avec un sacre à l'Open d'Australie puis à Roland-Garros, Rafael Nadal a finalement été rattrapé par ses problèmes physiques. Qui l'ont empêché de bien performer à Wimbledon et à l'US Open. Le joueur de 36 ans est conscient qu'il a besoin de plus de repos qu'avant et n'hésite donc plus à faire l'impasse sur certains tournois. La Coupe Davis est la prochaine grosse échéance (du 23 au 27 novembre). Si l'on pouvait imaginer que Rafael Nadal ferait parti de la liste pour représenter l'Espagne, le capitaine Sergi Bruguera s'est finalement passé de lui.

LIGA : LA GRÈVE SE CONFIRME, LES MATCHS DU WEEK-END PARTIS POUR ÊTRE ANNULÉS !

39 DES 42 CLUBS des deux premières divisions espagnoles menacent de faire grève ce week-end pour protester contre une loi du gouvernement. Les fans de football espagnol risquent de devoir se trouver une occupation pour le week-end. Depuis quelques jours, la menace d'une grève plane sur les rencontres de la 12ème journée de Liga ainsi que sur celles de la seconde division. En cause, une loi en passe d'être adoptée par le gouvernement espagnol et favorisant la création d'une SuperLeague, contre laquelle Javier Tebas est en guerre depuis plusieurs mois. Ainsi, 39 des 42 clubs des deux premières divisions ont décidé de faire grève. Quico Catalan, vice-président de la Liga, s'est exprimé à ce sujet dans les colonnes de Superdeporte : « Je ne sais pas quel mécanisme cela va être, mais si par le dialogue et la négociation nous ne trouvons pas de solution à cette position que le gouvernement exprime aujourd'hui, il y aura des mécanismes de force et d'unité de la part des clubs. Pour sûr. Nous mettrions en place des armes pour détruire notre modèle et nous ne pouvons pas. Nous ne pouvons pas permettre à quelqu'un de vouloir détruire notre modèle de cette manière, c'est totalement injuste ».

MERCATO - PSG :

Le gigantesque contrat de Mbappé fait réagir la presse espagnole

Les révélations du Parisien sur le contrat de Kylian Mbappé font énormément de bruit, notamment en Espagne où il y a encore quelques mois on le voyait avec le maillot du Real Madrid. Le Paris Saint-Germain et ses propriétaires sont la cible de critiques, coupables de retenir prisonnier Mbappé dans une cage dorée.

On ne parle que de ça depuis la sortie du papier du Parisien, dans la soirée de dimanche. Le quotidien a dévoilé les dessous du contrat signé par Kylian Mbappé avec le PSG en mai dernier, confirmant la durée de deux ans plus un an option, mais surtout en parlant des sommes astronomiques qu'il comporte. Le montant de 630M€ est notamment mis en avant, ce qui représenterait un gain total entre salaire et diverses primes, si Mbappé décidait de rester au PSG jusqu'en 2025. Forcément, il n'a pas fallu attendre longtemps avant que la presse espagnole ne réagisse. Les superlatifs fusent et de l'autre côté des Pyrénées on comprend désormais que le Real Madrid n'aurait eu que très peu de chances face à la puissance de feu du PSG. Le portail madrilène Defensa Central n'y va pas de main morte, en écrivant notamment : « 630M€, le prix pour lequel l'attaquant a accepté de renoncer à son rêve de porter le blanc ». AS et MARCA, deux des principaux quotidiens sportifs espagnols réputés assez proches du Real Madrid, sont plus évasif. Ils parlent tout de même d'un contrat jamais vu, qui dénote quelque part avec le mal-être exprimé par Kylian Mbappé ces dernières semaines. MARCA confirme d'ailleurs de son côté les grosses tensions internes entre le joueur, son entourage et le PSG, parlant d'un Mbappé qui se sentirait trahi par ses dirigeants. Le reste des médias espagnols sont tout aussi abasourdis par les montants dévoilés par Le Parisien, avec Mundo Deportivo qui parle d'un « contrat monstrueux » pour la star du PSG. SPORT parle plutôt de son coté de l'impact qu'aurait eu ce contrat de Kylian Mbappé sur les caisses du club de la capitale, rappelant le déficit de 350M€ enregistré sur la précédente saison et se projetant sur les éventuelles difficultés qui pourraient être rencontrées lors du mercato. A noter que tous s'accordent sur une chose : le Real Madrid n'aurait jamais pu s'aligner sur l'offre du PSG.



COUPE DU MONDE

Le Qatar dénonce un «acharnement» et une campagne de critiques «sans précédent»

DANS un discours ce mardi, l'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, a dénoncé une campagne de critiques « sans précédent », à moins d'un mois du début de la Coupe du monde 2022 dans son pays. Soupçons de corruption, écologie, droits humains… Les critiques sur le Qatar, organisateur de la Coupe du monde 2022, sont nombreuses. À moins d'un mois du début de la compétition, l'émir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani a pris la parole et a regretté une campagne de critiques « sans précédent ». « Depuis que nous avons eu l'honneur d'accueillir la Coupe du monde, le Qatar a été la cible d'une campagne sans précédent qu'aucun autre pays hôte n'a subi », a-t-il déclaré lors d'un discours. ce mardi. La Fifa a attribué la Coupe du monde au Qatar en 2010, et des dizaines de milliards de dollars ont été dépensés par l'émirat pour préparer l'évènement, qui aura lieu du 20 novembre au 18 décembre. Le riche État gazier fait toutefois l'objet de nombreuses critiques à propos du traitement des travailleurs étrangers, des droits des LGBTQ (lesbiennes, gays, bisexuels, trans, queers) et des femmes, ou encore de l'utilisation de la climatisation dans ses huit stades, qui ont coûté 6,75 milliards de dollars. «Au départ, nous avons traité ce sujet en toute bonne foi, et nous avons même considéré que certaines critiques étaient positives et utiles, nous aidant à développer des aspects qui devaient l'être», a précisé l'émir devant le conseil législatif à Doha. Mais il nous a vite semblé clair que la campagne persiste, s'étend, qu'il y a des calomnies et du deux poids deux mesures, atteignant un niveau d'acharnement qui a amené beaucoup de gens à s'interroger, malheureusement, sur les véritables raisons et motivations de cette campagne», a-t-il ajouté. Le président de la Fifa, Gianni Infantino, a estimé récemment que la Coupe du monde du Qatar, la première organisée dans un pays arabe, serait la « meilleure de tous les temps ».

Le premier hôtel flottant de la Coupe du monde 2022 livré à Saint-Nazaire avant de partir pour le Qatar

LE MSC WORLD EUROPA, sixième plus gros paquebot au monde et pourtant présenté comme le moins polluant, a été livré lundi à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Son départ pour le Qatar, où le bateau servira d'hôtel flottant pendant la Coupe du monde, est annoncé pour mercredi. Le Qatar pourra accueillir 6 700 visiteurs de plus pendant son Mondial. Plus gros paquebot européen, le sixième à l'échelle internationale, le MSC World Europa a été présenté ce lundi à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Avec ses 333 mètres de longueur, pour 68 mètres de hauteur, le bateau sera l'un des deux principaux hôtels flottants de la Coupe du monde 2022, affrétés par le croisiériste suisse MSC. Une nécessité pour les organisateurs, gênés par le manque d'hôtels à Doha. Au-delà de liaisons aériennes avec plusieurs de ses voisins au Moyen-Orient, le Qatar pourra donc compter sur ce tout nouveau navire et sur le MSC Opera, offrant une capacité de 2 069 passagers. « Les deux premières semaines, pour la phase de groupes, les bateaux sont complets, à tel point qu'on a mis en place un troisième bateau, plus petit, qui va venir compléter l'offre », indique Patrick Pourbaix, directeur général France chez MSC Croisières. À titre d'exemple, il faudra débourser 1 480 riyals (412 euros) minimum pour une nuit à bord du World Europa. Mercredi, à 6 heures, le navire quittera le port français pour Doha, où il sera inauguré le 13 novembre. Un immense trajet, qui le mènera au détroit de Gibraltar, avant de traverser la Méditerranée, le canal de Suez, la mer Rouge, puis de contourner la péninsule arabique par les golfes d'Aden et d'Oman, jusqu'à la capitale qatarienne. Mais il ne s'agirait pas d'un gouffre écologique. « Au lieu que le navire et la propulsion soient alimentés par du fioul, on l'a remplacé par du gaz naturel liquéfié (GNL), explique Pourbaix. D'office, en termes d'efficacité environnementale, c'est 25 % de CO2 en moins. » Premier paquebot construit en France propulsé au GNL, le World Europa serait ainsi le moins polluant de la flotte mondiale.

NOUVEAU PROMU MAIS SANS COMPLEXE

Les «unionistes» khenchelis ont le vent en poupe

L'USM Khenchela n'a peur de rien. Fraîchement promue réalise un très bon début d'exercice en Ligue 1. Sa première saison parmi l'élite depuis 1976 est pour l'instant réussie. Avec une entrée en matière très audacieuse, le coach Neghiz et ses joueurs sont déterminés à écrire la belle histoire de ce club.

PAR RABAH AZIZI

Fondé en 1944, le club de Khenchela, malgré son ancienneté, n'a pas beaucoup fréquenté le haut niveau national et a été porté absent de la première division depuis plus de 46 ans. Néanmoins, depuis son retour en Ligue 1 cette saison et avec la nomination de l'expérimenté Nabil Neghiz comme entraineur, la formation de l'est connaît de très bon résultats malgré une entame de saison en dessous de la moyenne. En effet, et après avoir enchainé 3 défaites consécutives, Nabil Neghiz, tacticien adroit a su redresser la barre très tôt en enchainant de suite 5 victoires successives, en faisant notamment tomber le MCO (1-0) puis le MCA (2-0) à domicile avant d'aller vaincre l'ES Sétif (1-2) dans sa demeure du 8 mai 1945. Guidés par leur nouveau leader à la barre technique, les « Ciskaouas » enregistrent la meilleure forme du championnat (avec le CRB) sur les cinq derniers matchs. Passé par le MCA, l'ESS et l'Equipe Nationale Algérienne, l'ancien adjoint de Christian Gourcuff aux côtés duquel il a beaucoup appris, Milovan Rajevac et Georges Leekens, a plus d'un tour dans son sac et fait de « l'Ittihad » de Khenchela une équipe joueuse et courageuse. Actuellement en troisième position du championnat, avec 15 points en huit rencontres, cinq victoires et trois défaites, et avec une attaque prolifique (7 buts au compteur) menée par son numéro 9, Sofiane Bayazid (4 buts à son actif), les « noir et blanc » ont de l'ambition. On ne cessera sûrement pas de parler de la rédemption de cette belle équipe, sensationnelle et qui promet encore d'autres résultats positifs ainsi que de belles surprises. C'est son fidèle public qui se met à rêver au moment d'aller défier la JS Kabylie en match retard (hier soir pour le compte de mise à jour du calendrier) à Tizi Ouzou. Un bon résultat pour maintenir l'espoir.

R.A



PAS DE CHANGEMENT CONCERNANT LA PROGRAMMATION DE LA 10E JOURNÉE DE LIGUE1 :

Dans un communiqué mis en ligne dimanche, la structure en charge de la gestion de La Ligue1 (LFP, dirigée par Abdelkrim Medouar) souligné que la 10ème étape du championnat professionnel fixée pour le vendredi 4 novembre, le samedi 5 novembre et le dimanche 6 novembre 2022 n'a connu aucun changement et est par conséquent maintenue. Au passage, il est précisé que la programmation sera établie aussitôt la liste de l'EN A' communiquée. En plus clair, que les matches des clubs qui auront plus de deux joueurs convoqués par l'entraîneur Madjid Bougherra au stage des locaux prévus à partir d'aujourd'hui (mercredi) et jusqu'au 3 novembre à Tabarka (Tunisie) ne seront pas programmés. A cet effet, la Ligue de football professionnel rappelle que le championnat marquera toutefois une pause qui durera près de dix jours (26 octobre-3 novembre) en raison du regroupement de l'Equipe nationale A'. A rappeler que, pour sa part, le championnat de la catégorie réserve observe un arrêt depuis le 21 octobre et s'étalera jusqu'au 2 novembre 2022.

R. A.

INFRASTRUCTURES SPORTIVES :

Mise en service du système intelligent du stade de Baraki d'Alger

LE SYSTÈME intelligent du stade de Baraki d'Alger, dernière étape avant la réception de cette structure sportive qui abritera les matchs du championnat d'Afrique des nations de football (CHAN), a été mis en service lundi. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a procédé au lancement de ce système, lors d'une visite de travail et d'inspection du stade. M.Belaribi a affirmé, lors de cette visite, effectuée en compagnie d'une délégation de journalistes de la presse nationale et étrangère, que les travaux du stade de Baraki seront achevés dans 10 à 15 jours, soulignant que la date de son inauguration officielle sera fixée prochainement.
Le ministre a, en outre, assuré que ce stade d'une capacité de 40.784 spectateurs, sera prêt à abriter les matchs de la CHAN prévus du 13 janvier au 4 février 2023. Ce «pôle sportif» a été réalisé, selon M. Belaribi, par des entreprises et des bureaux d'études algériens, en sus du partenaire chinois, conformément aux recommandations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'association des jeunes compétences nationales à la réalisation de ces projets à haute technicité, dans le but d'acquérir l'expérience requise.
Des entreprises nationales seront désignées pour la gestion de ce stade, selon le ministre pour qui, le partenaire étranger est tenu, en vertu de ce contrat, de former des cadres algériens spécialisés dans la gestion et l'entretien des stades, en coordination avec le ministère de la Jeunesse et des Sports. Selon les informations fournies à la presse lors de cette visite, le stade de Baraki qui s'étend sur une superficie globale de 68 hectares, dont 5 ha bâtis, englobe toutes les infrastructures indispensables à l'organisation des évènements footballistiques internationaux. L'infrastructure sportive englobe des espaces annexes dont 50 chambres d'hébergement dont deux suites, un parking d'une capacité de 6.000 véhicules sur une surface de 13 ha, un héliport pour les cas d'urgence ou l'accueil des délégations officielles, un terrain réplique ainsi que des espaces verts. Le stade dispose également de quatre vestiaires, de loges pour les arbitres, d'une zone médicale, d'un laboratoire d'analyses médicales, d'un salon d'honneur, d'une tribune présidentielle, d'une salle de conférence de 258 places, d'une zone de presse, de studios de diffusion radiophonique et télévisée, de trois studios d'interprétation simultanée, de trois restaurants de 1.000 places, d'espaces de restauration rapide et d'autres infrastructures. Concernant le terrain, la pelouse principale bénéficie du système de traitement par luminothérapie, pour une qualité supérieure.

LANCEMENT DE LA RÉALISATION DE QUATRE NOUVEAUX STADES EN 2023

EN SEPTEMBRE 2021, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait chargé le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville de superviser les grands projets d'infrastructures sportives, pour accélérer leur cadence de réalisation. Les travaux des stades de Douéra (Alger) et de Tizi Ouzou avancent et devront s'achever avant la fin des délais contractuels fixés avec les entreprises de réalisation, les obstacles techniques précédemment enregistrés ayant été levés, a fait savoir le ministre. Les stades de Douéra et de Tizi Ouzou seront réceptionnés au cours des prochains mois, soit entre fin 2022 et début 2023, a-t-il indiqué, précisant que les travaux d'aménagement extérieur et les travaux techniques sont en cours. «En réalisant ces projets, l'Algérie aura non seulement gagner des stades exceptionnels mais aussi de jeunes compétences notamment des ingénieurs et des techniciens diplômés des universités algériennes, qui suivent actuellement les formations nécessaires pour superviser, à l'avenir, la réalisation des structures sportives selon une vision algérienne, sans compter sur les entreprises étrangères», a-t-il dit. A cette occasion, M. Belaribi a mis l'accent sur l'importance de la maintenance des structures et équipements de ces stades. Dans une déclaration à la presse, le ministre annoncé le lancement, en 2023, de la réalisation de quatre (04) nouveaux stades conformes aux standards internationaux, dans les wilayas d'Annaba, Constantine, Ouargla et Béchar, une réalisation qui sera assurée par des cadres et des ingénieurs algériens, a-t-il dit. Les assiettes foncières destinées à ces projets ont été choisies selon des critères définis, et ce en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales ainsi que les walis concernés, a précisé le ministre. Les fiches techniques des quatre projets ont été élaborées, a-t-il fait savoir, indiquant que des discussions sont en cours avec le ministère des Finances pour définir le montant à dégager pour son lancement en 2023.

CHAN-2022 : UNE COMMISSION DE LA CAF LE 30 OCTOBRE À ALGER POUR L'HOMOLOGATION DU STADE 5 JUILLET

UNE COMMISSION de la Confédération africaine de football (CAF) effectuera le 30 octobre prochain une visite d'inspection du stade du 5 juillet en prévision de son homologation pour le Championnat d'Afrique des nations des locaux (CHAN-2022), a indiqué lundi à Alger, le directeur du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf, Mohamed Bekhti. «La commission d'homologation des stades de la CAF, qui avait émis des réserves sur le 5 juillet, effectuera une nouvelle visite le 30 octobre, après la fin des travaux en cours», a déclaré Bekhti en marge de la signature de la convention consistant à mettre l'unité d'athlétisme «SATO» à la disposition des athlètes de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). «Le ministre de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Moudjahidine Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a donné des instructions pour la fin des travaux le 30 octobre au plus tard», a-t-il ajouté. Concernant la réouverture du stade 5 juillet, Bekhti a indiqué qu'»aucune date n'a encore été fixée, précisant que la décision de la réouverture de l'enceinte revient aux pouvoirs publics». «La pelouse est dans un excellent état, il ne reste plus que la pose des sièges», a-t-il conclu. Pour rappel, le stade du 5 juillet est fermé depuis juillet 2022, pour son réaménagement en prévision du CHAN-2022, prévu du 14 janvier au 3 février.

Page 24_Mise en page 1 26/10/2022 14:35 Page 1

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA	CONSTANTINE	ALGER	OUARGLA	CHLEF	MOSTAGANEM	ORAN
Fadjr	05:21	05:27	05:39	05:35	05:47	05:52	05:55
Dohr	12:14	12:20	12:32	12:27	12:39	12:44	12:47
Açr	15:16	15:22	15:34	15:30	15:42	15:48	15:51
Maghrib	17:43	17:49	18:01	17:57	18:09	18:14	18:18
Icha	19:02	19:08	19:20	19:15	19:28	19:33	19:36

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7426 — MERCREDI 26 OCTOBRE 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	32°	20°
Oran	30°	16°
Constantine	30°	11°
Ouargla	30°	14°

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

Henni appelle à protéger la ressource forestière



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a appelé, hier à partir de Djelfa, à la mobilisation pour protéger la ressource forestière, menacée par «les interventions humaines excessives, les changements climatiques, les incendies et autres facteurs perturbateurs des équilibres écologiques», a-t-il indiqué.

Le ministre qui procédait au coup d'envoi de la campagne nationale de boisement 2023/2024, sous le signe «La forêt algérienne, une richesse économique, une source de biodiversité et un outil de lutte contre la désertification», a estimé que la célébration de la Journée nationale de l'arbre est «une opportunité pour réitérer la nécessité de protection et de préservation des ressources naturelles pour assurer leur durabilité, au vu de leur impact sur le développement économique et social».

Il a aussi souligné la nécessité de «réhabiliter» les forêts à travers, a- t-il dit, «la mise en œuvre de toutes les opérations et programmes du domaine, et une coordination entre tous les secteurs concernés avec l'implication des associations de la société civile et des établissements éducatifs, entre autres, dans toutes les opérations programmées».

«Une mobilisation plus intense et plus efficiente est également nécessaire, à travers des actions de sensibilisation et le renforcement des activités de proximité avec les citoyens, aux fins de protéger la ressource forestière, tout au long de l'année», a encore souligné M. Henni.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a expliqué le choix de Djelfa pour le lancement officiel de la campagne de boisement par le fait qu'il s'agit d'une «région steppique et pastorale par excellence disposant de ressources importantes». La wilaya compte une superficie agricole de plus de 2,5 millions d'hectares, en plus d'importantes surfaces pastorales et forestières, estimées à plus de 210.000 ha, a indiqué le ministre.

Soulignant le potentiel énorme de la wilaya, M. Henni a notamment relevé que Djelfa détient le leadership national dans la production de viande rouge, tout en figurant dans le peloton de tête en matière de production d'orge, de légumes, d'arbres fruitiers et d'olives. La valeur de la production agricole de la wilaya est estimée à 105 milliards de DA, plaçant ainsi Djelfa au 8ème rang au niveau national.

Par ailleurs, le ministre a rappelé que la wilaya de Djelfa a constitué le point de départ du projet de Barrage vert au début des années 70, à partir de la région de Moudjbra. «Nous œuvrons aujourd'hui à réhabiliter ce projet pour lutter contre la dégradation des sols et la désertification, mais aussi à renforcer les efforts de lutte contre les changements climatiques dans les zones pastorales, tout en transformant le barrage vert en une importante ressource économique et sociale», a t-il expliqué.

Le projet de réhabilitation du barrage vert consiste, entre autres, à son extension à 4,7 millions d'hectares, contre une surface initiale de 3,7 millions ha, traversant 13 wilayas, sur une distance 1.500 km de long, dont celle de Djelfa, où le barrage vert traverse 24 communes.

M. B.

Coup d'envoi de la campagne de boisement et de reboisement à Médéa

LA MISE en terre symbolique marquant la célébration de la journée nationale de l'arbre, coïncidant avec le lancement de la campagne nationale de boisement et de reboisement a eu lieu, hier, dans les espaces entourant le site du nouveau pôle universitaire de Ouzera, 10 km à l'est du chef-lieu de wilaya.

La campagne de boisement, qui s'étalera jusqu'au mois de mars de l'année prochaine, s'inscrit dans la stratégie du pays pour «rappeler l'importance du boisement et de la préservation de la nature et des écosystèmes forestiers, de par leur rôle dans la protection du sol contre l'érosion, la préservation de la biodiversité et la réduction de l'effet de serre résultant des changements climatiques».

Plusieurs activités ont été programmées à cette occasion par les services de la conservation des forêts à travers la présentation de statistiques sur les potentiel forestier et sa diversité, des vidéos et des conférences sur le rôle de l'arbre et la «valorisation des ressources diversifiées de la forêt et sa participation à la sécurité alimentaire».C'est alors qu'un accord de partenariat entre la conservation des forêts et la direction de l'université Yahia Farès pour le développement et la plantation de l'arganier, une espèce qui pousse dans certaines régions du pays et revêt un intérêt économique et commercial certain et contribuer à la diversification des produits agricoles.

Le coup d'envoi de la campagne nationale de boisement et de reboisement a été donné en parallèle avec le lancement du projet de réaménagement du barrage vert «au titre d'une nouvelle approche scientifique à dimension socio-économique», dans le cadre de la célébration du 60è anniversaire de l'indépendance. Et qu'à ce titre, il sera procédé à partir de cette campagne au lancement de l'initiative «60 millions d'arbres», en commémoration de cet anniversaire qui a lieu sous le thème «La forêt une richesse économique, une source de biodiversité et un outil de lutte contre la désertification et l'effet de serre». Pour ce faire, tous les moyens matériels et humains disponibles ont été mobilisés par les services de la conservation des forêts pour la réussite du projet de réaménagement du barrage vert qui n'englobe pas moins de 84.589 ha du territoire de la wilaya de Médéa.

Le projet couvre une population estimée à 38.500 habitants pouvant bénéficier des effets de la réalisation des nombreux programmes d'investissements qui sont retenus en matière de désenclavement, du fonçage de puits, de forage, de captage de sources, de l'exploitation des sous-produits de la forêt.

C'est ainsi que pas moins de 9 communes, à savoir Kef Lakhdar, Chellalet El Adhaoura, Cheniguel, Aïn Ouksir, Tafraout, Sidi Damed, Sid Ziane, Rebaia et Aïn Boucif, situées dans la bande steppique, sont intégrées au projet de barrage vert.

De Médéa, Nabil B.

SÛRETÉ NATIONALE

Lancement de la troisième campagne de don du sang

LA DIRECTION générale de la sûreté nationale (DGSN) a lancé, mardi, au niveau de la polyclinique «Omar Haraigue» (Alger), la troisième campagne de don de sang, à l'occasion de la Journée nationale du donneur de sang.

Cette campagne qui durera jusqu'au 27 octobre, s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la 16e édition de la campagne annuelle de don de sang qu'organise la Direction Générale de la Sûreté nationale (DGSN) à travers les structures de la police, à l'instar des précédentes années, en coordination avec l'Agence nationale du sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang.

Donnant le coup d'envoi de l'opération, la directrice de la santé, de l'activité sociale et des activités sportives, contrôleur de police, Selma Madi, a mis en avant l'importance de «la contribution de la police à cette campagne, insistant sur la nécessité de l'élargir à d'autres parties, en vue d'aider l'ANS à mettre à disposition cette substance précieuse pour les hôpitaux».

La contribution de la police à cette campagne, ajoute l'intervenante, tend à «consacrer les valeurs de la solidarité et de la responsabilité et à encourager l'entraide entre les différentes catégories de la société», a-t-elle soutenu.

Pour la même responsable, «tous les moyens humains et matériels, dont des staffs médicaux et paramédicaux et des ambulances ont été mobilisés pour mener à bien l'opération. Des centres de transfusion sanguine ont été également mobilisés au niveau des sièges de la police, conformément aux normes de sécurité et de santé en vigueur».

Plus de 20.000 poches de sang ont été collectées au cours des deux précédentes campagnes organisées entre les 29 et 31 mars dernier à l'occasion de la Journée maghrébine du donneur de sang, et entre les 19 et 21 juin à l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang.

Pour sa part, la directrice générale de l'ANS, Linda Ould Kablia a souligné «la nécessité d'organiser ce genre de campagnes humanitaires et de solidarité tout au long de l'année, pour collecter le maximum» de sang, insistant sur l'importance de «poursuivre le partenariat avec la sûreté nationale, dans le cadre du renforcement de l'action humanitaire et de solidarité dans le domaine de la santé». Au cours du premier semestre de cette année, l'agence a collecté plus de 315.000 poches de sang qui ont été distribuées aux établissements de santé.

Pour sa part, le président de la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS), Sayeh Abdelmalek a mis en avant les efforts et démarches entreprises par la fédération pour ancrer la culture du don du sang chez les citoyens.

M. D.